

Europe : les cinq leçons de la guerre contre l'Iran

Quatre mois après que Donald Trump et Benjamin Netanyahu aient lancé leur guerre conjointe contre l'Iran et le Liban en dehors de toute légalité internationale, l'incertitude reste toujours forte sur un arrêt durable des hostilités dans la région. Il est d'ores et déjà certain cependant que cette aventure aura été catastrophique, pour les États-Unis et pour le monde.

Mais elle l'est aussi pour l'Europe. Bien que ces événements se déroulent à quelques kilomètres de ses frontières, l'Union européenne n'a su en effet ni se protéger des effets de cette guerre ni peser sur son cours. Ce conflit a confirmé, s'il en était encore besoin, l'insignifiance géopolitique de l'Union Européenne, son incapacité à défendre ses valeurs et ses intérêts. Si on ne se satisfait pas cette situation, il convient d'en tirer d'urgence les enseignements sur le plan tant économique, que militaire et géopolitique.

I • Renforcer la résilience économique de l'Europe

Sur le plan économique, cette crise souligne tout d'abord nos faiblesses sur le plan de la gestion conjoncturelle de l'économie européenne.

La crise causée par la guerre contre l'Iran est le troisième choc majeur successif en moins de dix ans après le coup d'arrêt causé par l'épidémie de COVID-19 en 2020 et la crise énergétique déclenchée par l'invasion de l'Ukraine en 2022.

UN CADRE DE GESTION MACROÉCONOMIQUE INADAPTÉ

Ces crises successives soulignent l'inadaptation persistante de la gestion macroéconomique de l'Union et de la zone euro face à des crises exogènes. Confrontée à des chocs qui, comme actuellement, tendent à pousser les prix à la hausse, la Banque Centrale Européenne adopte tout d'abord une politique monétaire plus restrictive pour ramener l'inflation à 2 % par an.

GÉOPOLITIQUE & DÉFENSE

DÉCRYPTAGE
JUILLET 2026

Guillaume Duval,
Conseiller, avenir
de l'intégration
européenne

© Антон Дмитриев
on Unsplash

Elle agit ainsi bien que les sources de cette inflation n'aient rien à voir avec une surchauffe de l'économie européenne. Le risque que la hausse des prix importée déclenche une spirale inflationniste existe certes et doit être contenu mais une réaction trop forte de la BCE risque d'aggraver la situation d'une économie européenne, déjà freinée par la hausse des prix de l'énergie et d'autres matières premières. Les chocs de ce type reposent tout d'abord la question du mandat de la BCE et de sa définition trop unilatérale dans le Traité actuel.

Quant aux budgets nationaux ils sont lourdement contraints par le pacte de stabilité, un encadrement renforcé par la réforme de 2024 même si, à cette occasion, quelques règles manifestement inapplicables ont aussi – heureusement – été éliminées.

La Commission avait lâché la bride très largement aux Etats en 2020 face à l'épidémie de COVID-19 en levant le Pacte de Stabilité et le contrôle des aides d'Etat. Elle avait encore autorisé quelques entorses aux règles face à la crise énergétique en 2022. Mais pour l'instant, elle n'entend pas lâcher grand-chose face à ce troisième choc qui s'annonce pourtant meurtrier pour l'économie européenne.

Elle vient certes, sous la pression de Giorgia Meloni, d'accepter de [sortir du calcul des déficits publics certains investissements publics](#) dans la transition énergétique mais ceux-ci resteront de toute façon très limités. La capacité à répondre à l'échelle requise à une crise conjoncturelle majeure comme l'actuelle est restreinte pour beaucoup d'États et notamment pour la France et l'Italie qui, ensemble pèsent 30 % de l'économie de l'Union et 35 % de celle de la zone euro.

I LE BUDGET EUROPÉEN NE PEUT PAS SERVIR À AMORTIR LES CHOCS

Quant au budget de l'Union lui-même, il reste à la fois très faible et il doit être en permanence équilibré. Il ne peut donc jouer aucun rôle pour amortir des chocs macroéconomiques.

En 2020, les Etats membres de l'Union Européenne avaient cependant accepté pour la première fois de s'endetter de concert à hauteur de 750 milliards d'euros, 4 % du PIB de l'Union, pour le plan Next Generation EU. Cet argent devait à la fois permettre de soutenir la reprise d'activité post COVID-19 et d'accélérer des transformations structurelles en matière énergétique et numérique.

Le bilan définitif reste à établir, mais Next Generation EU a incontestablement aidé l'économie européenne à se redresser, et notamment les pays très affectés comme l'Italie et l'Espagne¹. Cet argent a encore permis de limiter les dégâts causés par la guerre contre l'Ukraine en 2022 et d'aider à réorienter le système énergétique européen. L'essentiel du financement du [plan RePower EU](#) adopté à l'époque avait consisté à utiliser en ce sens les fonds restants de Next Generation EU. Mais aujourd'hui son effet est devenu négligeable.

I SANS DETTE COMMUNE, L'EUROPE EST CONDAMNÉE À LA STAGNATION

Cet endettement commun à des niveaux élevés n'a pas été renouvelé face à l'invasion de l'Ukraine puis aujourd'hui à la guerre contre l'Iran. Les capacités de réaction des Etats sont bridées à la fois par la dégradation de leurs finances publiques et par des règles européennes de plus en plus strictes. Tandis que la BCE adopte une politique monétaire restrictive. Dans ces conditions l'Europe est condamnée sinon à la récession du moins à une stagnation prolongée.

Les effets de cette incapacité à réagir ne sont pas seulement conjoncturels : les entreprises qui font faillite disparaissent définitivement, les salariés qui plongent dans le chômage perdent progressivement leurs compétences, personne ne crée de nouvelles entreprises innovantes dans un tel contexte, les Etats dégradent la qualité des services publics pour s'adapter à leurs revenus en baisse...

1 Voir <https://institutdelors.eu/publications/les-brillantes-performances-post-covid-du-sud-de-leurope-quel-impact-des-fonds-europeens-de-relance-dans-la-dynamique-de-reprise/>

I L'URGENCE D'UNE GESTION MACROÉCONOMIQUE PLUS ADAPTÉE

Bref, il y a urgence à redonner à l'ensemble Etats membres-institutions européennes des capacités pour amortir ces chocs conjoncturels exogènes. Cela passe forcément par la création d'une capacité permanente d'endettement à l'échelle de l'Union. L'optimum consisterait à doter l'Europe de « stabilisateurs automatiques », c'est-à-dire de dispositifs qui entrent en déficit quand la conjoncture ralentit et dégagent des excédents quand la croissance est forte. Ce serait en particulier le cas avec le vieux projet d'une assurance chômage européenne ou plus exactement d'un mécanisme européen de réassurance des systèmes nationaux d'assurance chômage. Mais à défaut, il y a urgence de doter les institutions européennes d'une capacité d'endettement discrétionnaire récurrente qui permette de renouveler sans happening les plans de type Next Generation EU face à des chocs conjoncturels majeurs.

Bien qu'elle soit plus nécessaire que jamais, ce sujet de la capacité d'endettement commune est très peu présent aujourd'hui dans le débat public européen. Il faudra malheureusement probablement attendre que la situation économique de l'Union empire encore pour réussir à l'aborder de nouveau...

II • Accélérer le Green deal au lieu de le freiner

La guerre contre l'Iran a aussi confirmé les graves vulnérabilités structurelles de l'Europe. La dépendance de nos économies aux hydrocarbures reste très forte et notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur de l'Union est quasi-totale.

Sous réserve que l'arrêt des combats tienne, la crise énergétique provoquée par la guerre contre l'Iran devrait cependant être d'une ampleur plus limitée pour l'Europe que celle suscitée par l'invasion de l'Ukraine. Cette guerre affecte cette fois surtout l'Asie qui importe une grande partie de son pétrole et de son gaz de cette région. Pour autant, elle continuera de nous affecter au cours des prochains mois tant du côté des prix que de la disponibilité de la ressource.

L'Union a importé l'an dernier 6,8 % de son pétrole d'Arabie Saoudite et 5,8 % d'Irak. Pour le gaz les livraisons en provenance directement du Golfe représentent une part encore plus faible des approvisionnements européens : le Qatar a fourni 3,7 % du gaz européen en 2025. Mais même si les armes se taisent durablement les effets de la guerre continueront à se faire sentir tant sur les prix que sur les quantités disponibles parce que de nombreux équipements ont été détruits et notamment des installations de production de GNL au Qatar.

I FORTES TENSIONS DE NOUVEAU SUR LE GAZ EN EUROPE

La situation est aujourd'hui tendue en particulier sur le plan du gaz en Europe. Une forte dépendance à l'égard des Etats-Unis de Donald Trump, désormais hostiles et imprévisibles, s'est substituée à celle à l'égard de la Russie. Le niveau des stocks européens est inférieur aux années antérieures à l'ouverture de la période qui doit nous permettre de les reconstituer. La pénurie mondiale qui résulte de la guerre va non seulement pousser durablement les prix à la hausse mais elle risque aussi de détourner vers d'autres pays des flux prévus à l'origine pour l'Europe.

Après avoir réussi à trouver rapidement des sources alternatives de fourniture de gaz en 2022, l'Union Européenne a eu tendance à se reposer sur ses lauriers. Elle a cessé en particulier de développer les mécanismes d'achat en commun de gaz à l'échelle européenne lancés dans le cadre de RePower EU.

I APRÈS 2022, LES EUROPÉENS ONT LEVÉ LE PIED

Tout en levant le pied également sur les politiques de sobriété et d'efficacité énergétique. En 2024, dernière année disponible, la consommation finale d'énergie au sein de l'Union avait été de 901 millions de tonnes d'équivalent pétrole. C'est certes 5 % de moins qu'en 2021 avant l'invasion de l'Ukraine mais c'est encore 18 % de plus que l'objectif que l'Union pour 2030. On a réduit cette consommation de 1,5 % par an depuis 2021 alors qu'il faudrait la réduire de 3 % par an... Il va donc falloir rouvrir à la fois le dossier des approvisionnements communs

de gaz et de la gestion commune des stocks tout en accélérant de nouveau la « chasse au gaspi » et le déploiement des énergies renouvelables.

Cette nouvelle crise montre à quel point notre très forte dépendance de l'extérieur de l'Union pour les énergies fossiles – elle est de 97 % pour le pétrole et de 85 % pour le gaz tendance constamment croissante – constitue une faiblesse stratégique majeure. Comme la guerre contre l'Iran l'a montré, les problèmes potentiels liés à cette dépendance extrême ne concernaient pas que la Russie. Elles pourraient d'ailleurs fort bien provenir demain de notre « allié » américain dont nous importons aujourd'hui le quart du gaz utilisé dans l'Union.

L'an dernier les pays de l'UE ont consacré 330 milliards d'euros à ces importations d'énergie fossile, soit 1,8 % du PIB européen et cette année ce pourcentage sera très supérieur. Ces pourcentages peuvent sembler limités mais un écart de + ou - 2 % suffit souvent à faire la différence entre une entreprise rentable et une entreprise déficitaire et obligée de licencier du personnel.

I LA DÉPENDANCE AUX ÉNERGIES FOSSILES, UNE MENACE POUR L'EUROPE

Cette extrême dépendance de l'Europe constitue donc une menace permanente pour la stabilité de nos économies, pour la sécurité du continent et pour le bien-être de nos concitoyens. En sortir le plus rapidement possible n'est pas seulement indispensable pour participer à l'effort global en vue de limiter à 2°C le réchauffement de la planète, c'est aussi un impératif purement interne.

Le [Green Deal européen](#), adopté sous la précédente mandature, prévoyait d'abaisser de 55 % les émissions de gaz à effet de serre de l'UE en 2030 par rapport à 1990, d'atteindre 90 % de baisse en 2040 et de rendre l'Union neutre en carbone en 2050. En 2024, nous en étions à 37 % de moins qu'en 1990. Atteindre l'objectif de 55 % en 2030 n'est pas hors de portée mais nécessite la mise en œuvre effective de politiques nettement plus volontaristes.

Cela rejoint le sujet précédent : l'indispensable sursaut des investissements dans la transition énergétique n'aura de chances de se produire que s'il y a suffisamment d'investissement public derrière. Or celui-ci ne pourra pas être assuré au niveau national et ne pourra résulter que d'un effort au niveau de l'Union d'une taille au moins équivalente à celle de Next Generation EU en 2020.

I IL FAUT SAUVER LE GREEN DEAL

Or depuis le début du nouveau mandat de la Commission et du Parlement européens, ce dernier est marqué par l'existence en son sein, pour la première fois, d'une majorité rassemblant le Parti Populaire Européen et les trois groupes d'extrême droite. Dans ce contexte, la tentation a été forte au cours des derniers mois de remettre en cause le Green Deal et les politiques qui l'accompagnent. Cela a été le cas en particulier au sujet de [mettre fin en 2035 à la production de véhicules équipés de moteurs thermiques](#).

Malgré les morts qu'elle a causés, on peut espérer cependant que cette guerre aura rappelé à tous les dirigeants européens, notamment sur la droite de l'échiquier politique, combien la remise en cause du Green Deal serait désastreuse non seulement pour le climat mais aussi et surtout pour l'Europe. Que Donald Trump, climatosceptique revendiqué, soit à l'origine d'un tel retournement de tendance en Europe ne serait qu'un nouvel exemple des fameuses ruses que l'histoire nous réserve régulièrement...

III • Se préparer au départ des Américains d'Europe

Les Européens ont su rester unis pour se tenir à l'écart de la guerre contre l'Iran et le Liban déclenchée en dehors de tout cadre légal international par les Etats-Unis de Donald Trump et Israël de Benjamin Netanyahu. Cela a été le cas également du Royaume Uni. Une telle unanimité n'avait pas été au rendez-vous lors d'épisodes précédents analogues, notamment en 2003.

I L'OTAN N'A RIEN À FAIRE AU MOYEN ORIENT

Bien que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, n'ait a priori rien à faire au Moyen Orient comme son nom l'indique, cette abstention a fortement irrité Donald Trump qui a menacé à différentes reprises de quitter l'OTAN.

A vrai dire, la garantie qu'était censée apporter l'OTAN d'un engagement américain aux côtés des Européens en cas d'agression russe était déjà devenue largement virtuelle compte tenu de la convergence observée entre Vladimir Poutine et Donald Trump. Le refus de Washington de mettre en œuvre l'article 5 du Traité dans un tel cas de figure est devenu l'hypothèse de base pour tous les acteurs impliqués dans la défense de l'Europe. Et cela doit probablement être le cas également pour nos ennemis.

I SE PRÉPARER AU DÉPART DES AMÉRICAINS

Pour autant le départ des 67 000 soldats américains présents sur le sol européen et la fermeture des 30 bases américaines marqueraient évidemment une étape supplémentaire majeure dans le désengagement américain. Même s'il ne faut pas en surestimer l'impact : les armées des pays de l'UE comptent elles 1 470 000 soldats. Il convient manifestement de se préparer activement désormais à une telle éventualité. Cela implique en particulier d'accélérer les discussions ouvertes en mars dernier par Emmanuel Macron pour étendre la protection offerte par la dissuasion nucléaire française. Cela implique également d'accélérer les projets européens visant à déployer les capacités qui nous font défaut pour l'instant, notamment dans le domaine spatial et le renseignement.

Si cette rupture prenait la forme d'un départ des Etats Unis de l'OTAN, cela présenterait l'avantage de laisser à la disposition des Européens (et des canadiens) un outil doté de normes éprouvées, de règles d'engagement connues et d'habitudes de travail établies. Il n'y aurait donc plus besoin de créer le fameux pilier européen de l'OTAN dont il a été beaucoup question ces dernières années sans qu'on sache vraiment quelle forme celui-ci pourrait prendre, ni de se creuser la

tête pour coordonner hors OTAN les armées européennes.

I LE DÉPART DES AMÉRICAINS NE SERAIT PAS UN DRAME

Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer le départ des Etats Unis de l'OTAN ne creuserait même pas un trou insurmontable dans le budget de cette institution : [ils ne l'alimentent en réalité qu'à hauteur de 14 %, autant que l'Allemagne.](#)

Cela implique enfin de réduire rapidement notre dépendance en termes d'équipements à l'égard du complexe militaro-industriel américain. Mais la guerre contre l'Iran a aussi montré combien ces équipements très coûteux étaient bien souvent mal adaptés aux conditions de la guerre asymétrique post invasion de l'Ukraine. Avec l'industrie militaire ukrainienne nous disposons désormais sur le continent de moyens de faire face à de nombreux besoins à des coûts très inférieurs.

IV • Construire une capacité de projection de forces

Cette guerre a rappelé aussi une autre donnée essentielle qui était largement sortie du débat public ces dernières années : la défense des intérêts essentiels de l'Europe ne se joue pas seulement au niveau de la défense du territoire de l'Union, sujet que l'agression russe contre l'Ukraine a placé à juste titre au premier rang des préoccupations des Européens.

I ATTENTION AUX CHOKE POINTS

Elle se joue aussi dans les fameux *choke points* susceptibles de bloquer nos canaux d'approvisionnements ou d'exportations. Ce sujet avait déjà été au cœur des quelques progrès faits dans la construction d'une politique européenne de défense autonome avec notamment la mission navale européenne Atalante au large de la Somalie, la politique maritime coordonnée dans le Golfe de Guinée ou encore la mission navale européenne au large de la Libye. Dans un autre registre, c'était le cas également, au sol cette fois, avec la présence militaire européenne au Sahel jusqu'au retrait opéré à partir de 2022.

Cette dimension a cependant presque complètement disparu du paysage mental des dirigeants européens suite à la conjonction de l'invasion russe de l'Ukraine et de l'échec de la politique française et européenne au Sahel. La guerre contre l'Iran nous rappelle cependant son importance...

I L'EUROPE A AUSSI BESOIN D'UNE CAPACITÉ DE *HARD POWER*

Il ne s'agit évidemment pas de construire des capacités de projection analogues à celles dont disposent aujourd'hui les Etats-Unis. Le renforcement de la position géopolitique de l'Europe ne reposera évidemment pas en premier lieu sur ses capacités militaires. Mais il ne pourra pas non plus provenir seulement de son *soft power* et de son implication dans un multilatéralisme aujourd'hui très affaibli. La dimension *hard power* reste (malheureusement) essentielle pour éviter que nos « partenaires » ne piétinent nos intérêts.

La guerre contre l'Iran nous montre donc qu'il est aussi urgent de reprendre le travail entamé pour doter l'Union d'une capacité propre de projection de forces. Ce qui implique de coordonner beaucoup plus étroitement les marines de ses Etats membres et les bases dont ils disposent autour du globe, en associant d'aussi près que possible dès maintenant le Royaume Uni à cette démarche.

Politiquement les sujets de défense sont toujours très délicats à traiter mais celui-ci pourrait être moins conflictuel que d'autres : s'il y a bien un domaine où aucun pays européen ne peut espérer compter tout seul dans le monde de demain c'est bien dans celui de la capacité de projection au loin... En la matière il n'existe de plus aucune interférence, toujours difficile à gérer, entre structures de l'OTAN et structures militaires de l'Union.

V • Changer radicalement de posture au Moyen Orient

Malgré la démonstration de force militaire des armées israélienne et américaine, l'incapacité à faire chuter le régime iranien a constitué un échec géopolitique majeur. Benjamin Netanyahu et Donald Trump viennent probablement de détruire les

acquis engrangés dans la région avec les accords d'Abraham.

Les analogies historiques se révèlent souvent trompeuses mais de nombreux observateurs qualifient cette guerre de « moment Suez » des Etats-Unis, en référence au fiasco de la guerre lancée en 1956 contre l'Egypte de Gamal Abdel Nasser par l'alliance d'Israël, du Royaume Uni et de la France à la suite de la nationalisation du canal de Suez.

Après cet échec américain, la paralysie de la diplomatie européenne au Moyen Orient ne peut plus durer. S'ils se sont - heureusement - tenus à l'écart de cette guerre, l'Union européenne et ses Etats membres n'ont cependant pas été capables de peser sur les événements intervenus au Moyen Orient ni avant le 28 février, ni pendant la guerre ; ni pour y mettre un terme. L'Europe n'a été en mesure ni de protéger le Liban et les Libanais d'Israël et du Hezbollah ni d'aider la population iranienne face au régime et aux bombes israélo-américaines.

Alors pourtant qu'il s'agit là d'une région très proche géographiquement des frontières de l'Union, comme l'attaque de la base britannique à Chypre l'a rappelé, d'une région majeure aussi pour nos approvisionnements en énergie fossile et cruciale pour les échanges commerciaux entre l'Europe et l'Asie. De plus l'instabilité qui y règne pourrait créer une de ces vagues migratoires que les dirigeants européens redoutent tant, tandis que les conflits qui s'y déroulent ont une répercussion directe sur la paix civile au sein des sociétés européennes elles-mêmes. Donald Trump a raison de dire que les Européens ont en réalité beaucoup plus d'intérêts à défendre dans cette région que les Etats-Unis...

I L'EUROPE A SU JOUER UN RÔLE DANS LE PASSÉ AU MOYEN ORIENT

L'Europe n'a pas toujours été incapable de peser dans cette région du monde. L'Union européenne avait joué un rôle important au cours des années 1990 dans les négociations des accords d'Oslo pour tenter de résoudre le conflit israélo-palestinien. C'est dans ce contexte en particulier qu'avait été conclu en 1995 avec le gouvernement d'Yitzhak Rabin, juste avant son assassinat, [un accord](#)

d'association avec l'Union européenne très favorable à Israël entré en vigueur en 2000. C'était en quelque sorte la carotte utilisée par l'Union européenne pour inciter Israël à faire la paix avec les Palestiniens.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Parlement européen avait adopté en 2002 une résolution demandant la suspension de cet accord compte tenu de la politique hostile à la paix du gouvernement d'Ariel Sharon. Ce coup de semonce n'avait pas été sans effet puisqu'il avait été suivi quelques mois plus tard par le retrait israélien de Gaza. Mais par la suite, l'Union a laissé faire la radicalisation de la politique israélienne sans plus jamais réagir de façon significative.

Malgré l'opposition d'Israël, les Etats européens et l'Union européenne elle-même avaient aussi joué un rôle central dans la négociation puis dans la conclusion en 2015 du JCPoA, l'accord qui permettait de contrôler étroitement les activités nucléaires iraniennes en échange de la levée des sanctions occidentales. Un accord que Donald Trump avait saboté en 2018. L'incapacité de l'Union à protéger ensuite les entreprises européennes des sanctions américaines a sonné le glas de nos ambitions régionales. Et l'échec de la remise en place de ce deal sous la présidence de Joe Biden a préparé le terrain au désastre des dernières semaines.

I L'EUROPE N'A PAS SU TENIR TÊTE À NETANYAHU

La faiblesse actuelle de l'Union européenne au Moyen Orient résulte en premier lieu de l'incapacité de l'Union à adopter à l'égard du gouvernement de Benyamin Netanyahu une position conforme aux valeurs que l'Union affirme défendre en matière de multilatéralisme, de défense des droits humains fondamentaux et de droit international.

La mansuétude des Européens à l'égard des multiples violations du droit international et des droits humains fondamentaux commis par les gouvernements israéliens successifs s'explique tout d'abord par la mauvaise conscience – compréhensible bien sûr - liée à l'antisémitisme européen et aux actes monstrueux commis en son nom, un sentiment toujours très fort en particulier en Allemagne. Avec la montée en puissance

de l'islam politique et du terrorisme islamiste depuis la fin des années 1990, est venu se greffer en plus l'idée, très présente dans toute la droite de l'échiquier politique européen, qu'Israël constituerait en quelque sorte la pointe avancée au Moyen Orient du combat pour la défense d'une pseudo « civilisation judéo-chrétienne » face à l'islamisme et qu'à ce titre les Européens devraient soutenir la politique du gouvernement israélien quelle qu'elle soit.

I LE DOUBLE DISCOURS EUROPÉEN L'A DÉCRÉDIBILISÉ

Depuis 2022, les Européens ont mis en avant la défense du droit international et le respect des droits humains fondamentaux pour s'opposer à l'agression russe contre l'Ukraine tout en tolérant sans réagir au-delà de communiqués lénifiants les nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité ainsi que les multiples violations du droit international commis par le gouvernement israélien, notamment depuis le 7 octobre 2023. Ce double discours a beaucoup contribué à discréditer l'Europe dans le monde et en particulier au Moyen-Orient. Et cela d'autant plus que tous les dirigeants de la région savent que, si elle voulait les utiliser, l'Union disposerait en réalité de moyens puissants pour peser sur la politique des dirigeants israéliens via l'accord d'association UE-Israël, la politique de visa, les livraisons d'armes ou encore des sanctions éventuelles.

Ce double langage a affaibli le soutien que les pays du Moyen Orient auraient pu et dû apporter à l'Ukraine face à la Russie et poussé nombre de nos partenaires, au Sahel notamment, dans les bras de Vladimir Poutine. Il a aussi achevé de marginaliser l'UE dans le Golfe. Compte tenu de leur poids militaire, les pays de la région restaient obligés de traiter avec les Etats-Unis malgré leur alignement constant sur le gouvernement Netanyahu, mais il était inutile pour eux de tenir compte d'une Union européenne, insignifiante sur le plan militaire et alignée en pratique sur les Américains et les Israéliens au sujet de la région et de son avenir.

I LA RADICALISATION ISRAËLIENNE NE LAISSE PLUS DE CHOIX À L'EUROPE

La guerre contre l'Iran, l'invasion catastrophique du Liban et la radicalisation constante de la politique israélienne, avec notamment l'introduction récente de la peine de mort pour les Palestiniens et la multiplication des exactions des colons en Cisjordanie, ne permettent plus à l'Union européenne de continuer à tolérer sans réagir la politique du gouvernement de Benyamin Netanyahu. Il lui faut maintenant suspendre d'urgence l'accord d'association entre l'UE et Israël, suspendre les exportations d'armes vers Israël et sanctionner les dirigeants israéliens qui violent le droit international et commettent ou incitent à commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. C'est la condition sine qua non pour que l'Union puisse regagner un minimum de crédibilité dans cette région du monde et puisse contribuer de nouveau à y ramener la paix et la stabilité.

Après l'échec des Américains, les acteurs régionaux se mettront très probablement à la recherche de nouveaux interlocuteurs privilégiés. Si nous ne voulons pas que ce soit la Chine qui prenne seule le relais dans cette région cruciale pour l'Europe, nous devons impérativement adopter - enfin - une attitude plus équilibrée vis-à-vis d'Israël et du conflit israélo-palestinien.

Ces cinq dossiers, la gestion macroéconomique de l'Union la décarbonation de nos économies, la question de l'Otan, celle des capacités de projection autonomes européennes et enfin la politique européenne au Moyen Orient, sont certes distincts mais ils ne sont pas disjoints : il s'agit dans tous les cas de se donner les moyens de renforcer l'autonomie stratégique de l'Union Européenne dans un monde où les Etats-Unis ne seront plus ni dominants ni nos alliés.

Directrice de la publication : Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Mise en pages : Marjolaine Bergonnier • © Notre Europe - Institut Jacques Delors

Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
17 rue d'Antin, 75002 Paris, France
www.delorsinstitute.eu • info@delorsinstitute.eu

L'Institut Jacques Delors est une entité de la Fondation Jacques Delors Friends of Europe

